

Le Monde Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

Réforme des retraites : travailler après 60 ans

- Malgré des mesures récentes, l'emploi des seniors reste à inventer
- Les secteurs d'activité sont inégaux face au vieillissement
- Des entreprises pionnières transforment leurs « anciens » en tuteurs



Vendeur ambulant de glace, à Blankenberg, sur la côte belge. MAGALI DELPORTE/PICTURETANK

L'emploi des seniors, talon d'Achille de la réforme des retraites, devrait bénéficier prochainement de nouvelles mesures de soutien. Le secrétaire d'Etat chargé de l'emploi, Laurent Wauquiez, a réitéré, mardi 8 juin,

Dossier

l'idée d'exonérer de charges sociales les sociétés qui embaucheraient des seniors au chômage et a annoncé son intention de faire prolonger le travail d'évaluation des bonnes pratiques des entreprises par le cabinet Vigeo.

Les 3^e assises parlementaires sur l'emploi des seniors ont donné, le 8 juin, l'occasion au gouvernement de réaffirmer sa volonté de compléter les réformes mises en œuvre depuis deux ans en faveur du recrutement et du maintien dans l'emploi des seniors.

Mais de quels emplois s'agit-il ? Où se trouve l'activité professionnelle qu'on pourrait rendre accessible aux plus de 50 ans. Et qui sont ces seniors en emploi dont on espère prolonger la durée de vie professionnelle ?

Actuellement, les actifs de plus de 50 ans n'ont pas tous, selon leur âge, la même place sur le marché

du travail. Si le taux d'emploi des 55-64 ans est plus faible en France (38,2 %) qu'en moyenne dans l'Union européenne (45,6 %), celui des 50-54 ans est supérieur de plus de 5 points de pourcentage (81,2 % en France contre 75,5 % dans l'UE). Les difficultés d'emploi n'apparaissent donc qu'à partir de 55 ans.

Une fois corrigé l'effet « papy-boom », le taux d'emploi de l'ensemble des seniors progresse d'ailleurs régulièrement depuis près de dix ans, tiré par le taux d'emploi des femmes. Près de 6,5 millions de seniors sont actifs, dont 3,2 millions de femmes. C'est évidemment à partir de 60 ans que

le taux d'emploi chute brutalement, à moins de 20 %. Mais les seniors n'arrêtent pas tous de travailler après 60 ans, loin de là : 166 000 des 6,6 millions de seniors actifs ont plus de 65 ans, dont 52 000 qui ont plus de 70 ans.

Quelles sont les perspectives des seniors ? De 50 à 70 ans, l'espérance de vie professionnelle diffère selon les secteurs. En phase avec la structure de l'économie française, les 50-59 ans sont cinq fois plus nombreux dans les services que dans l'industrie, et plus d'un sur quatre travaille dans l'éducation, la santé ou l'action sociale.

►►► Lire la suite page 4



L'équation de la rigueur



C'est fait : l'Europe a basculé dans la rigueur budgétaire. Après la vague des plans d'austérité en Europe du Sud, l'annonce d'« années de souffrance » par le premier ministre britannique, le conservateur David Cameron, et la publication par la chancelière allemande, Angela Merkel, d'un plan de 80 milliards d'euros d'économies, ont marqué le virage des politiques économiques.

En France, le mot de rigueur est encore tabou. Il est pourtant faible : au moins sur le plan budgétaire, ce qui s'annonce dépasse de loin le redressement opéré au milieu des années 1980. A l'époque, il s'était agi de réduire le déficit d'un peu plus de 3 % du produit intérieur brut (PIB) à un peu moins de 2 %. Cette fois, le point de départ est à plus de 8 % du PIB, et l'effort à fournir – ramener d'ici vingt ans la dette publique à 60 % du PIB – est, lui aussi, voisin de 8 points de PIB.

Autant dire que tous les plans d'économies des dernières décennies feront bientôt figure de mesurette. A cette aune, le basculement annoncé reste partiel. Contrainte et forcée, l'Europe du Sud s'est violemment convertie à l'austérité dès 2010. Mais, de leur côté, le Royaume-Uni n'a pour le moment annoncé qu'un premier train d'économies, tandis que l'Allemagne n'envisage rien avant 2011 – et pour moins d'un demi-point de PIB seulement cette année-là. Quant à la France, elle n'a pas vraiment dévoilé ses batteries.

Il reste que, même à doses comptées, cette rigueur va inévitablement peser sur une demande interne déjà peu dynamique. Il est tentant de se rassurer en invoquant les effets dits non keynésiens et en rappelant tel ou tel cas d'ajustement budgétaire sans pleurs.

Mais ces expériences sont rares. Surtout, elles se sont produites dans des contextes bien différents de celui d'aujourd'hui. Il n'y a rien, cette fois, à attendre d'une reprise de l'investissement induite par un effet de baisse des taux d'intérêt, puisque ceux-ci sont à leurs minima historiques. Et la consommation n'est pas à ce point déprimée par les incertitudes sur l'avenir que l'annonce d'un redressement budgétaire puisse provoquer un rebond. Qui plus est, l'Europe a fait la grande erreur de ne pas apurer complètement, dès 2008-2009, les mauvaises créances des banques. Fragilisées par les crises de la dette en Europe du Sud, celles-ci vont être tentées de restreindre le crédit.

Les Européens ont cependant une chance : ils entament leur ajustement dans un contexte de vigueur de l'économie mondiale, et les doutes sur leur capacité à gérer les crises internes à l'Union monétaire... ont affaibli l'euro. Tirée par les pays émergents et par la reprise américaine, la croissance mondiale s'est installée sur un rythme supérieur à 4 %. Avec 20 % de baisse de la devise européenne contre le dollar depuis la fin 2009, la dépréciation du change est dans l'immédiat assez forte pour compenser, et au-delà, l'effet des restrictions budgétaires. La stratégie implicite de l'Europe est donc de combiner ajustement interne et dépréciation externe.

►►► Lire la suite page 2

Annonces

Dirigeants ■ Finance, administration, juridique, RH ■ Banque assurance

■ Conseil, audit ■ Marketing, commercial, communication

■ Santé ■ Industries et technologies

■ Carrières internationales

Multiposte ■ Collectivités territoriales

Pages 7 à 12

Consultez notre site : www.lemonde.fr

Martin Wolf p.2
La déflation reste un danger pour les pays du G20

Chronique p.3
Marée noire et énergie du futur, par Philippe Chalmin

Stratégie page 6



Imerys, spécialiste de produits élaborés à partir de minéraux, dirigé par Gérard Buffière

Le Monde
Dossiers & Documents
POUR RÉUSSIR VOS EXAMENS

Jun 2010

Sociologie
La quête du bonheur

Littératures
La Vienne de Stefan Zweig

Sciences
Ces satellites qui nous surveillent

2,95 €

www.lemonde.fr/dosdoc

L'équation de la rigueur

►►► Suite de la chronique de Jean Pisani-Ferry

Le problème est que cette stratégie, parfaite pour un petit pays, est plus difficile à jouer pour une zone qui pèse encore plus du quart du PIB mondial.

Personne ne pouvait légitimement se plaindre de voir l'euro se replier quand il valait 1,50 dollar. Mais la poursuite de sa baisse sous 1,20 dollar risque d'être bientôt vue par les Etats-Unis comme une manière commode, pour l'Europe, d'exporter son chômage.

Non seulement elle contrarie le projet annoncé par le président Barack Obama de doubler les exportations de son pays d'ici à cinq ans, non seulement elle freine la résorption du déficit extérieur américain, mais de plus elle change l'attitude de la Chine. Celle-ci, dont la monnaie est accrochée au dollar, avait quelque peu désarmé son opposition à une appréciation de sa devise, le yuan, mais l'évolution récente de l'euro a visiblement tempéré ses bonnes intentions.

Enfin et surtout, les Etats-Unis ont tout autant besoin que l'Europe – sinon plus – de rétablir la situation de leurs finances publiques. Lorsqu'ils s'y engageront, cette dernière ne pourra plus compter sur la monnaie pour absorber les effets récessifs de ses politiques : même si euro et dollar se déprécient ensemble par rapport aux monnaies des pays émergents, cela ne suffira pas.

Les Européens doivent donc se préparer à un dialogue tendu avec leurs partenaires du G20. Et rechercher en eux-mêmes les ressorts d'une expansion qui ne pourra pas durablement provenir de l'extérieur. Cela implique de coupler l'inévitable restriction budgétaire avec des redéploiements de dépenses publiques et des réformes fiscales de nature à renforcer le potentiel de croissance. Le choix du calendrier de l'ajustement vient d'être fait. Reste celui, tout aussi essentiel, de son contenu. ■

Jean Pisani-Ferry est économiste et directeur de Bruegel, centre de recherche et de débat sur les politiques économiques en Europe. Courriel: chronique@pisani-ferry.net



Par Martin Wolf

A l'issue d'un sommet du G20, le 5 juin, en Corée du Sud, les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales ont publié un communiqué déclarant que «*les pays confrontés à de graves défis budgétaires doivent accélérer le rythme de la consolidation*». Pourtant, l'économie mondiale n'est pas confrontée à un seul danger, mais à deux : le premier est qu'une bonne partie du monde développé suivra la pente grecque ; le second, qu'il s'engage sur une voie « japonaise ».

Comme l'a souligné dans un discours récent Adam Posen, membre du comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre («*The Realities and Relevance of Japan's Great Recession*», consultable sur le site www.bankofengland.co.uk), c'est la contraction budgétaire, couplée à des problèmes bancaires persistants et à une politique monétaire insuffisamment souple, qui a généré, en 1997 au Japon, le choc négatif qui a installé la déflation [celle-ci se traduit par une diminution générale et durable des prix]. De nombreux historiens de l'économie affirment que les Etats-Unis avaient déjà commis la même erreur en 1937.

Je me demande de quelle façon on considèrera dans l'avenir ce qui se prépare aujourd'hui. L'Allemagne, et ce n'est guère étonnant, plaide avec fermeté pour une plus grande austérité budgétaire dans la zone euro. Le Royaume-Uni semble être sur la même position. Heureusement, les Etats-Unis – du moins pour l'instant – ne se sont pas joints au consensus.

Outre-Rhin, le taux le plus

L'Eclairage Un resserrement budgétaire concomitant au sein des pays avancés plongerait l'économie mondiale dans la récession

La déflation reste un danger

récent d'inflation annuelle sous-jacente n'était que de 0,3%, de 0,9% aux Etats-Unis. Un nouveau choc économique pourrait précipiter ces économies dans la déflation.

En dépit des efforts des banques centrales, la croissance des grands agrégats monétaires est ralentie, principalement du fait que le mécanisme de transmission est détérioré : sur les douze derniers mois, le M2[soit M1 (billets, pièces et dépôts à vue) + dépôts à terme inférieurs ou égaux à deux ans et dépôts assortis d'un préavis de remboursement inférieur ou égal à trois mois] des Etats-Unis et de la zone euro n'a augmenté que de 1,6%. Les monétaristes ne devraient donc avoir aucu-

tions ricardiennes aux politiques budgétaires». Aujourd'hui, dans les pays développés, les déficits budgétaires sont assurément une conséquence de la compression postcrise de la dépense privée, et non l'inverse.

Tout cela est fort bien, me rétorquera-t-on, mais qu'en est-il des risques d'une implosion à la grecque ? En fait, la hausse rapide des taux des obligations américaines à 10 ans ne traduit rien de plus qu'un retour à la normale après la panique : ils sont de 3,2% actuellement, contre 3,9% le 10 juin 2009 ; les taux allemands sont à 2,6%, les français à 3% et même les britanniques ne sont qu'à 3,4%.

Les monétaristes ne devraient avoir aucune crainte quant aux risques d'inflation

ne crainte quant aux risques d'inflation. Ils devraient en revanche s'inquiéter du fait que les banques centrales ne fournissent pas au secteur privé les liquidités qu'il demande.

Quel effet aurait alors un resserrement sévère de la politique budgétaire ? En l'absence de compensation efficace par la politique monétaire, on pourrait assister à une diminution, peut-être aiguë, de la demande agrégée.

Certains économistes croient à l'«équivalence ricardienne» – en vertu de laquelle la dépense privée compenserait automatiquement le resserrement budgétaire. Mais, comme M. Posen le note dans le cas du Japon, «*il n'existe pas d'indication claire (...) de fortes compensa-*

Japon, les Etats-Unis seront en mesure d'emprunter encore longtemps plutôt que d'être exclus du marché à la manière grecque, le Royaume-Uni occupant une position intermédiaire.

En tant qu'emprunteurs, les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont des avantages : tout d'abord, les excédents de leur secteur privé couvrent respectivement les deux tiers et 90% de leurs déficits budgétaires ; deuxièmement, beaucoup d'investisseurs privés ont besoin d'actifs qui correspondent à leurs dettes en monnaie nationale ; troisièmement, du fait que ces pays possèdent des banques centrales actives, les détenteurs d'obligations ne courent aucun risque significatif en matière de liquidités ; quatrièmement, ils ont des taux de change flottants qui amortissent une partie des tensions liées aux fluctuations de la confiance ; cinquièmement, ils jouissent d'une autonomie de décision politique, ce qui ouvre une perspective raisonnable de croissance économique à court terme ; enfin, les Etats-Unis constituent l'actif de réserve le plus crédible du monde. Cela confère au gouvernement américain la même position vis-à-vis du monde que celle du gouvernement nippon vis-à-vis des épargnants japonais.

Certains pourraient soutenir que ces arguments sous-estiment le risque d'un enrayement soudain des marchés financiers. Or ce péril existe, qu'il y ait plans d'austérité ou pas. Quand le Japon – ou le Canada, la Suède – a procédé à un resserrement budgétaire dans les années 1990, le dynamisme de l'économie mondiale était en mesure d'absorber l'excédent de

son offre nationale. L'économie mondiale actuelle n'est pas assez vigoureuse pour compenser une nouvelle contraction en Europe et aux Etats-Unis. Dans les circonstances présentes, un resserrement concerté pourrait échouer : avec l'essoufflement des économies, un creusement des déficits cycliques pourrait freiner les efforts de resserrement budgétaire structurel. Pour les pays du sud de l'Europe, cela représente déjà un danger. Une bonne partie du monde pourrait finir par adopter une position protectionniste face à des Etats-Unis de plus en plus fragilisés sur le plan budgétaire.

Les responsables politiques doivent admettre que la déflation représente un risque, et qu'une politique budgétaire plus stricte nécessite des compensations efficaces sur le plan de la politique monétaire qui pourraient s'avérer difficiles à instaurer aujourd'hui, surtout dans la zone euro.

L'expérience nous enseigne qu'un resserrement budgétaire prématuré est un danger aussi grand que le serait un resserrement trop tardif. Rien n'est certain dans ce domaine. L'économie mondiale – en tout cas, celles des pays avancés – reste encore d'une fragilité préoccupante. Seuls ceux qui croient que l'économie est un drame moral, dans lequel ceux qu'ils tiennent pour mauvais devraient être châtiés à la fin, pourraient se réjouir de cette issue douloureuse. ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le «*Financial Times*». © FT. (Traduit de l'anglais par Gilles Berton)



Le livre Du rififi sur la pelouse

Fraude fiscale, rémunérations abusives, sociétés écrans, paradis fiscaux, niches sociales, versements de commissions : ce livre bourré d'anecdotes est un parfait petit manuel des pratiques financières douteuses appliquées à une activité particulière, le football, mais qui illustrent aussi les travers d'une économie financiarisée et déréglementée.

Exemple : Jay-Jay Okocha, joueur emblématique du PSG des années 1998-2002, fut acquis au prix de 15,5 millions d'euros, à l'époque le record français. Le milieu de terrain nigérian, explique l'auteur, journaliste à *Libération*, touche des compléments de salaire via une société «*immatriculée aux Pays-Bas et disposant d'un compte bancaire à Gibraltar*» ; les fonds transitent par une autre société basée au Luxembourg avant d'être déposés sur un compte bancaire en Suisse...

Si les «affaires» concernent principalement dirigeants et agents, les sportifs sont souvent dédouanés. Une déresponsabilisation encouragée par la «*mansuétude*» du fisc. Mais «*le fait d'être participant à titre passif, en tant que*

destinataire des fonds non déclarés, ne protège pas les joueurs des actions qu'ils encourent comme principaux redevables des sommes non versées aux organismes fiscaux et sociaux, quand bien même ils ne seraient pas les initiateurs de la fraude», s'irrite tout de même une commission d'enquête parlementaire en 2007.

L'auteur constate aussi la faillite du «*contrôle*» du milieu par la Fédération française de football, épinglée par «*un rapport des inspections générales de la jeunesse et des sports et des finances*».

«*De tous les secteurs de l'économie, le football est l'un des plus marchandisés, financiarisés, offshorisés*», écrit Renaud Lecadre. Le Groupe d'action financière (GAFI), organisme intergouvernemental de lutte contre le blanchiment, ajoute que «*foot business et argent sale font bon ménage*».

L'ouverture du marché des jeux d'argent en ligne, officielle mardi 8 juin, risque d'ajouter à cette dérive. La Grèce, qui a ouvert ce marché il y a deux ans, a aussitôt été victime d'une «*pandémie de matches truqués*», rapporte l'auteur. ■

Pierre Jullien

La 19^e Coupe du monde de football qui vient de débiter représente un enjeu économique considérable pour le pays organisateur, les sponsors, les équipementiers, les médias... et les joueurs. L'Afrique du Sud a investi environ 7 milliards d'euros pour construire ou aménager les stades, les aéroports, les voies de communication, les hôtels, assurer la sécurité des délégations, des spectateurs et des journalistes.

Les droits de retransmission télévisée versés à la Fédération internationale de football Association (FIFA) s'élèveront à 1,5 milliard d'euros. Le sélectionneur de l'équipe de France a touché une prime de 676 000 euros pour qualifier l'équipe, en plus de son salaire mensuel de 40 000 euros. Les joueurs ayant disputé tous les matches préliminaires auraient touché 560 000 euros ; en cas de victoire finale, leur prime individuelle s'élèvera à 390 000 euros.

Si le bénéfice final de l'opération est difficile à mesurer en raison de ses effets indirects à long terme, le pays organisateur espère réaliser un chiffre d'affaires de

15 milliards d'euros (dont 3,7 milliards via les ventes de billets) et dégager 2 milliards de recettes fiscales. Environ 150 000 emplois auraient été créés, mais un tiers seulement serait durable. Et il ne faut pas oublier les déplacements forcés de population et la perte de nombreux «*petits boulots*» au profit de grandes entreprises étrangères comme McDonald's.

Sport marchand

Ce triomphe du sport marchand trouve une origine involontaire en France, avec la volonté de Jules Rimet (1873-1956) de professionnaliser les compétitions internationales de football. Militant du mouvement chrétien social, fondateur du journal *La Revue*, il créa le Red Star, club populaire du nord de Paris, participa, en 1904, à la création de la FIFA – il en assura la présidence de 1921 à 1954 après celle de la Fédération française de football à partir de 1919. Jules Rimet voulait encourager la promotion sociale des classes populaires par le sport professionnel, afin de «*soulager les infortunes morales et physiques des plus pauvres*», écrit son biographe Jean-Yves

Guillain. Quand d'autres membres de la FIFA souhaitaient que le titre de champion du monde soit décerné au vainqueur des Jeux olympiques (JO), entièrement amateurs, Jules Rimet et Henry Delaunay (1883-1955) – l'initiateur de la Coupe de France (1917) et du championnat d'Europe des nations (1960) –, obtinrent de la FIFA la création d'une Coupe du monde distincte des JO et ouverte aux joueurs professionnels.

La première édition eut lieu du 13 au 30 juillet 1930 en Uruguay. Elle fut remportée par le pays hôte, qui battit l'Argentine en finale. Ce pays avait été choisi parce qu'il avait pris à sa charge les frais d'organisation, qu'il avait remporté les tournois olympiques de 1924 et de 1928, et que l'épreuve avait lieu durant les fêtes du centenaire de son indépendance, ce qui garantissait un public nombreux (on comptera au total 513 000 spectateurs). La compétition ne réunit que treize pays – neuf américains et quatre européens –, en raison du coût du déplacement. Plusieurs joueurs amateurs français ne purent y participer, car leur employeur avait refusé de les libé-

rer le temps du tournoi. Jules Rimet apporta lui-même le trophée destiné au vainqueur – une statuette représentant Niké, déesse de la victoire. Le souvenir de Jules Rimet inspirera-t-il l'actuelle sélection française ? ■

Pierre Bezbakh est maître de conférences à Paris-Dauphine.

Le Monde

Siège social : 80, bd Auguste-Blanqui
75707 PARIS CEDEX 13
Tél. : +33 (0)1-57-28-20-00
Fax : +33 (0)1-57-28-21-21
Téléc : 206 806 F

Edité par la Société éditrice du «*Monde*» SA,
Président du directoire,
directeur de la publication,
directeur du «*Monde*» :
Eric Fottorino

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 0712C 81975.
ISSN : 0395-2037

Pré-presses Le Monde
Impression Le Monde
12, rue M.-Gunsbourg
94852 Ivry Cedex
Printed in France

PRESSE
PAYANTE
2007